

N° 10
JUN
2023

ANRU
Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

En VILLES

LE MAGAZINE DE L'ANRU

En ACTION

Santé et urbanisme

Renouveler les quartiers,
prendre soin de ceux
qui y vivent

En IMMERSION

Saint-Pierre : des quartiers plus durables
pour améliorer le cadre de vie

En DIRECT

NPNRU : 446 quartiers sont
déjà en chantier



04



En BREF

UNE NOUVELLE STRUCTURE portée par le Fonds de co-investissement

UN NOUVEAU CARNET THÉMATIQUE EST PARU

EN UNE

Au Mée-sur-Seine, dans le quartier des Courtillelaies, un pôle santé offre aux habitants un accès à des soins dignes.



Suivez-nous!

Retrouvez toute l'actualité de l'Agence sur Twitter (@AnruOfficiel) et LinkedIn.

En
VILLES
LE MAGAZINE DE L'ANRU

Magazine publié par l'ANRU, 159, avenue Jean-Lolive, 93500 Pantin – **Directrice de publication** : Anne-Claire Mialot – **Directeur de la rédaction** : Maxance Barré – **Journaliste coordinateur éditorial** : Jérôme Perrot – **Coordination** : Direction des relations publiques et de la communication – **Conception et réalisation** : Citizen Press – **Responsable d'édition** : Julia Hlimi – **Rédaction** : Julia Hlimi, Dominique Fidel, Jérôme Perrot, Aude Borel – **Couverture** : Sylvie Dupic – **Illustrations** : Clara Dealberto – **Impression** : Lorraine Graphic



2_en VILLES n° 10 - Juin 2023

05



En DIRECT

LES TOURS NUAGES DE NANTERRE FONT PEAU NEUVE

JOURNÉES RÉGIONALES : l'ANRU a mis le cap sur Lille pour la première étape

06



En DIRECT

NPNRU
446 quartiers sont déjà en chantier

08

En ACTION

SANTÉ ET URBANISME
RENOUVELER LES QUARTIERS, PRENDRE SOIN DE CEUX QUI Y VIVENT

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les habitants sont souvent en situation plus précaire qu'ailleurs... et leur santé, aussi. Une double peine qui n'a rien d'inexorable. C'est du moins la conviction de l'ANRU qui s'attache aujourd'hui à renforcer et à accélérer la prise en compte des enjeux de santé dans le NPNRU.



16



En DÉTAIL

QUARTIERS RÉSILIENTS :
Découvrez les 25 premiers sites sélectionnés

18



En IMMERSION

Lille : Un nouveau souffle pour les secteurs sud

Saint-Pierre : Des quartiers plus durables pour améliorer le cadre de vie

22



En APARTÉ

Ékoué Labitey : parcours d'un narrateur de l'urbain et du quotidien

Entrer en résonance

Au sommaire de ce 10^e numéro du magazine *En Villes*, notre dossier spécial explore les enjeux toujours grandissants de la prise en compte de la santé au sein des programmes portés par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. Transformer les quartiers pour réduire les inégalités au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville, c'est aussi préserver la santé de ses habitants. Nous sommes allés, dans cette optique, à la rencontre des acteurs et usagers du pôle santé Hippocrate de Cos à Le Mée-sur-Seine, construit dans le cadre du premier programme de renouvellement urbain porté par l'ANRU.

Santé et bien-être pour tous : un objectif transverse qui entre en résonance avec le lancement de la démarche « Quartiers Résilients » par Olivier Klein, ministre délégué à la Ville et au Logement. Portée par l'ANRU, cette démarche partenariale d'intervention conjointe dans l'ensemble des quartiers du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain est dédiée à la montée en qualité des projets à la lumière des enjeux de résilience. Découvrez le calendrier opérationnel de la démarche, ainsi que les 25 premiers sites sélectionnés pour un accompagnement renforcé. Logement, école, aménagement... découvrez aussi au fil de nos pages de nouvelles opérations livrées dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), témoignant de l'amélioration concrète de la vie pour les habitants dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, partout sur le territoire.

Très bonne lecture à toutes et à tous !

La rédaction du magazine *En Villes*

3 QUARTIERS

concernés par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain à Épinay-sur-Seine étaient à l'honneur du forum de la rénovation urbaine des 24 et 25 mars dernier. Réalité virtuelle, constructions en briques Lego® et Kapla®, animations autour du réemploi, spectacle aérien, rencontres avec les élus, parmi lesquels le maire Hervé Chevreau, échanges avec les bailleurs sociaux, intervention de la directrice générale de l'ANRU... Cet événement intergénérationnel et ludique a permis aux habitants de découvrir et de mieux comprendre l'ampleur des projets.

+ www.epinay-sur-seine.fr/forum-de-la-renovation-urbaine-2023/

@ANCTERRITOIRES



#ANCTerrain. Ce jour, Stanislas Bourron, Directeur Général, est dans la #Sarthe avec @acmialot, Directrice Générale de l'@AnruOfficiel

@ANAH_Officiel



La directrice générale de l'@ANAH_Officiel, @MancretTaylor, est aujourd'hui à #Montpellier avec @acmialot pour signer une convention de renouvellement urbain avec l'@AnruOfficiel et @Montpellier3m sur la rénovation du quartier des Cévennes.



© UCPA

UNE NOUVELLE STRUCTURE PORTÉE PAR LE FONDS DE CO-INVESTISSEMENT

5000 m² dédiés au sport et à la convivialité, situés au sein des 34 000 m² de l'Îlot Fertile, premier quartier zéro carbone de Paris inauguré le 6 avril dernier. Le Fonds de

co-investissement de l'ANRU a investi dans le Sport Station Hostel, un équipement porté aussi par Swiss Life et l'UCPA. Cet équipement est situé à proximité de deux quartiers du NPNRU : « Porte de la Chapelle – Charles Hermite » et « Michelet-Alphonse Karr – Rue de Nantes ». Cette structure abrite une auberge de jeunesse de 228 lits, un multiplexe sportif et un espace de restauration. Ouvert 7/7, l'UCPA Sport Hostel complète l'offre sportive parisienne : escalade de bloc, squash, badminton, paddle, fitness... 350 000 personnes y sont attendues chaque année : habitants du quartier comme touristes étrangers.

Performance énergétique des bâtiments

Le Parlement européen a voté une révision de la directive européenne, le 14 mars 2023. Cette révision renforce le niveau d'ambition des rénovations de logements en visant la performance énergétique de classe D en 2033, mais se montre aussi ambitieuse pour les bâtiments neufs construits dès 2026. Cette mesure va faciliter la transition vers une économie décarbonée.

Un nouveau carnet thématique est paru

Comment mettre en œuvre le relogement dans les projets de renouvellement urbain ? Ce guide dédié est destiné à l'ensemble des acteurs intéressés par cette problématique dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) : maîtres d'ouvrages, réservataires des logements, bailleurs, services de l'État...

+ À feuilleter et télécharger librement : www.anru.fr/la-docutheque

LES TOURS NUAGES DE NANTERRE

FONT PEAU NEUVE

Construites entre 1973 et 1981 par l'architecte Émile Aillaud, 14 des 18 tours Nuages qui surplombent le quartier Pablo-Picasso à Nanterre vont être recouvertes de plaques d'inox. Cette rénovation s'inscrit ainsi dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), et est le plus important projet de l'ANRU dans le département des Hauts-de-Seine. Cette rénovation vise à améliorer l'isolation des habitations, devenues des passoires énergétiques au fil du temps. Les plaques sont en effet doublées d'un isolant en laine de roche. Le matériau employé, l'inox, n'est pas choisi au hasard. Sa capacité à s'adapter à des formes complexes ajoutée à sa durabilité et à sa résistance à la corrosion font de lui un élément parfait. Il permet ainsi d'allier esthétisme et stabilité, tout en gardant la structure des tours, classées « Architecture contemporaine remarquable ». Le projet est mené par l'agence RVA, lauréate du concours de rénovation énergétique, qui a également imaginé les plaques en inox. Les premières ont été dévoilées le 18 mars 2023 sur une face de la tour 15 du quartier Pablo-Picasso. ●

©Mairie de Nanterre_Claire Macel



© Mathieu Delmestre - ANRU

JOURNÉES RÉGIONALES : L'ANRU A MIS LE CAP SUR LILLE POUR LA PREMIÈRE ÉTAPE

Partenaires, élus locaux, bailleurs, délégations territoriales et porteurs de projets ont répondu présent au lancement des journées régionales de l'ANRU à Lille les 10 et 11 mai derniers autour de la thématique : « Construire ensemble les quartiers de demain ». Pendant deux jours, 350 acteurs de la communauté de la rénovation urbaine ont échangé, partagé et débattu des enjeux du renouvellement urbain. Au programme : visites de sites concernés par les programmes de l'ANRU (fermes urbaines, « Quartier à santé positive », reconquête de l'habitat ancien, urbanisme transitoire...). Ont également eu lieu : une plénière sur la reconstitution de l'offre et l'équilibre de l'habitat, et une autre dédiée à la démarche « Quartiers Résilients » composée de plusieurs ateliers. L'occasion de rappeler que les quartiers en cours de transformation via le NPNRU sont déjà à la manoeuvre sur la question de la résilience. La prochaine étape régionale se tiendra le 4 juillet prochain à Paris. Des visites sont également prévues. Infos et inscriptions aux prochains rendez-vous sur anru.fr. ●

446 QUARTIERS SONT DÉJÀ EN CHANTIER

Les effets du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sont de plus en plus visibles dans toute la France. Selon la dernière enquête « Chantier », menée en avril 2023 auprès des collectivités locales, plus de 1700 opérations sont en cours de travaux dans 446 quartiers sur les 453 pouvant faire l'objet en France d'un programme dans le cadre du NPNRU. Outre le déploiement opérationnel quasi-total du programme, l'enquête révèle également que 1272 opérations ont été livrées, et plus encore sont actuellement en travaux. Zoom sur quelques-unes d'entre elles.

1 764

opérations en travaux

1 272

opérations livrées

DONT

18 088

logements démolis

14 508

logements réhabilités

7 476

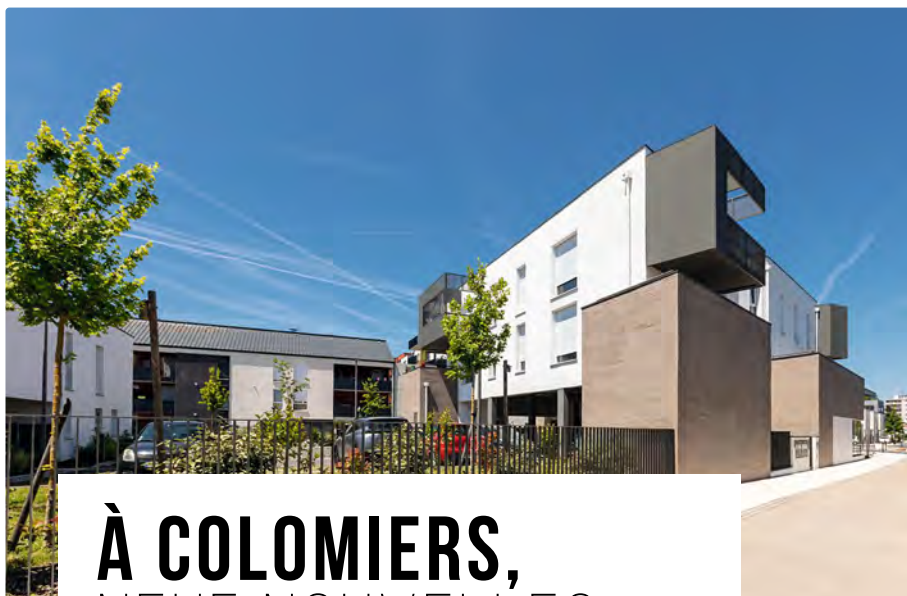
logements neufs construits

138

équipements publics de proximité

20

programmes d'accession à la propriété



© Altéal-Christophe Picci

À COLOMIERS, NEUF NOUVELLES RÉSIDENCES LIVRÉES

La transformation du quartier Val D'Aran – Poitou – Pyrénées se concrétise avec la livraison de 184 logements sociaux neufs répartis dans neuf résidences, mais aussi des logements privés et en accession. La rénovation de ce quartier se veut à la pointe de l'innovation environnementale : préservation de la biodiversité, respect des normes d'isolation thermique et de consommation énergétique, aménagement de pistes cyclables... Au total, 401 logements neufs ont vu le jour dans le cadre du NPNRU, qui prévoit un haut niveau d'exigence environnementale : respect des normes d'isolation thermique, réduction de la consommation énergétique, respect de la biodiversité, aménagement de cheminements piétonniers et cyclables ainsi que des clauses spécifiques telles que l'insertion sociale professionnelle.

VALENCIENNES : DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS REQUALIFIÉS



©Thomas Douvry

Dans le quartier Chasse Royale, à cheval sur les communes de Valenciennes et de La Sentinelle, de nombreux espaces publics ont été requalifiés afin de désenclaver le quartier et améliorer l'habitat.

Un parc de 1 hectare a également été aménagé entre la rue Lomprez et la rue Zola, à la place des barres Mousseron. Actuellement ouvert aux deux tiers, il sera finalisé à l'été 2023 et offrira des espaces de promenade, de pique-nique et des jeux pour petits et grands.

UNE RÉHABILITATION DÉJÀ VISIBLE À SOCHAUX

Le quartier prioritaire Les Évoironnes à Sochaux, construit dans le milieu des années 1960, poursuit sa transformation dans le cadre du NPNRU.

L'objectif : aérer le bâti, améliorer le cadre de vie, l'offre de logements et de services aux habitants, et ouvrir le quartier sur la ville. Commencée en 2020, la réhabilitation thermique de 128 logements est déjà terminée. D'ici à 2024, 200 autres logements devraient aussi être réhabilités afin d'apporter plus de confort aux habitants.



©Albert Matocq/Grabot

FOCUS À Clermont-Ferrand, la déconstruction historique de la Muraille de Chine est lancée

Après avoir abrité des milliers d'habitants pendant plus de six décennies, l'imposante Muraille de Chine, une longue barre d'immeubles située dans le quartier Saint-Jacques à Clermont-Ferrand, fait ses adieux. Composé de 14 bâtiments comprenant 354 logements locatifs sociaux, cet ensemble constituait une barrière urbaine de 320 m de long, qui présentait des problèmes d'accessibilité et de présence d'amiante. Dans le cadre du NPNRU porté par l'ANRU, sa déconstruction a débuté le 6 avril 2023 et finira cet été pour laisser place à un grand parc urbain qui fera le lien entre le quartier et les centres-villes, mais aussi des logements, des commerces et des services.



©DR



SANTÉ ET URBANISME

RENOUVELER LES QUARTIERS, PRENDRE SOIN DE CEUX QUI Y VIVENT

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les habitants sont souvent en situation plus précaire qu'ailleurs... et leur santé, aussi.

Une double peine qui n'a rien d'inexorable. C'est du moins la conviction de l'ANRU qui s'attache aujourd'hui à renforcer et à accélérer la prise en compte des enjeux de santé dans le NPNRU.



ÉCLAIRAGE

Crèches, centres de santé : le Fonds de co-investissement de l'ANRU en action

Les quartiers de la politique de la ville souffrent d'une offre de services de santé et d'accueil de la petite enfance nettement insuffisante. D'après une étude récente, 86 % de ces quartiers ne disposent d'aucune structure de soins coordonnés. Par ailleurs, seul un quartier prioritaire sur trois dispose d'un établissement d'accueil de jeunes enfants. Dispositif de financement en fonds propres de l'État dans le cadre du plan d'investissement France 2030, le Fonds de co-investissement de l'ANRU entend contribuer à faire reculer ces inégalités. Pour ce faire, il développe avec un consortium d'investisseurs privés des véhicules d'investissement dédiés inédits. À travers ces derniers, les partenaires ambitionnent de financer et de faire construire, dans les cinq prochaines années, entre 40 et 50 centres de santé polyvalents à but non lucratif et une centaine d'établissements d'accueil de jeunes enfants supplémentaires dans les QPV.

Obésité, asthme, troubles psychiques, exposition aux substances nocives ou aux effets du changement climatique, perte d'autonomie... Tous ces sujets sont autant d'enjeux de santé publique de premier plan, mais ce n'est pas leur seul point commun. En effet, ils sont tous étroitement conditionnés par des facteurs environne-

mentaux liés à l'état des milieux dans lesquels nous évoluons et à notre cadre de vie (habitat, conditions de travail, aménagement du territoire, transports, équipements, services publics...). « *Conjugués à nos comportements et à notre contexte socio-économique, ces facteurs environnementaux influent sur notre santé physique et mentale, d'ailleurs bien plus que notre patrimoine génétique ou notre système de soins* », indique Alice Collet, responsable du pôle cohésion sociale et urbaine de l'ANRU.

Et dans les quartiers prioritaires, force est de constater que cette équation est loin d'être positive. « *Dans une large part des 480 quartiers du NPNRU, les difficultés socio-économiques s'accompagnent d'inégalités sanitaires importantes* », poursuit Alice Collet. On y recense ainsi plus de maladies associées à la pauvreté, comme le diabète ou les pathologies respiratoires. Ils subissent aussi une pollution souvent plus élevée qu'ailleurs et une exposition aux effets du changement climatique plus importante, avec des phénomènes d'îlots de chaleur urbains plus fréquents. « *De même, on observe dans les QPV une double peine en matière d'accès aux soins, avec d'une part un renoncement plus fréquent lié à la faiblesse des revenus, et d'autre part une offre de praticiens globalement moins dense et variée, qu'il s'agisse des médecins généralistes ou de spécialistes libéraux* », ajoute Alice Collet.

Un seul chiffre, soulevé par le géographe Emmanuel Vigneron dans une enquête datant d'une dizaine d'années, suffit à comprendre l'ampleur de l'injustice : en moins de 15 minutes de RER, l'espérance de vie chute de six années, entre un habitant du VI^e arrondissement de Paris et un habitant du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis.

Un partenariat avec l'Agence Régionale de Santé

Quand la ville dysfonctionne, ses habitants vont moins bien... Mais à l'inverse, les améliorations qu'on apporte à la ville peuvent-elles bénéficier à la santé de ceux qui y vivent ? C'est en tout cas la conviction de l'ANRU et d'un nombre croissant d'acteurs du renouvellement urbain. >



© Sylvie Dupic



**DR LUC GINOT,
DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE, ARS ÎLE-DE-FRANCE**

TÉMOIGNAGE

« En 2017, nous nous sommes associés à l'Agence régionale de santé d'Île-de-France à travers un protocole de coopération expérimental (voir encadré) qui visait à renforcer la prise en compte des questions de santé dans les projets franciliens du NPNRU », précise Alice Collet. Le groupe de travail ANRU+ s'est également saisi de ce sujet et ses travaux ont mis en évidence l'importance d'une prise en compte globale de la santé. « Quand on pense "améliorer la santé et le bien-être", le premier réflexe est de chercher à renforcer l'offre de soins. C'est effectivement capital, mais ça n'est pas suffisant. Il est nécessaire d'agir sur l'ensemble des "déterminants de santé" et à toutes les échelles d'intervention d'un projet de renouvellement urbain, via une démarche globale d'urbanisme favorable à la santé, en travaillant sur les logements, les espaces, les équipements publics et privés, la promotion de modes de vie sains, l'accès aux services et à une alimentation saine et variée... » L'action doit être suivie durant l'ensemble des phases du projet : « du diagnostic à la gestion du quartier renouvelé sans oublier la phase chantier qui a des impacts non négligeables sur le bien-être des habitants et des riverains. »

Vers un premier « Quartier à santé positive »

Dans les territoires, cette approche se diffuse progressivement, avec de premières réalisations très intéressantes. On voit par exemple se déployer des équipements scolaires «zéro perturbateur endocrinien» comme à Dunkerque, ou une «colonne acoustique» à Lille, qui protégera le quartier Concorde des nuisances sonores tout en accueillant des activités d'agriculture urbaine et des unités de production d'énergies renouvelables. Cette initiative lilloise entre dans le cadre du projet ambitieux de « Quartier à santé positive ». « Pour notre part, nous finançons la création ou restructuration de structures d'offres de soins par exemple, mais aussi des études d'Évaluation d'impact sur la santé (EIS) ou d'Urbanisme favorable à la santé (UFS), indique Alice Collet. Nous encourageons aussi les porteurs de projets de renouvellement urbain à intégrer les acteurs territoriaux de la santé dans la gouvernance des projets et, plus généralement, nous faisons entendre notre voix pour que cette question devienne un réflexe et un levier du renouvellement urbain. »

« En Île-de-France, les inégalités de santé sont particulièrement marquées, avec des écarts considérables, supérieurs aux autres régions européennes. Nous savons par ailleurs que ces inégalités de santé sont en partie déterminées par des logiques de territoires mais aussi par la problématique de l'habitat, qu'il soit indigne, surpeuplé, enclavé... C'est pour répondre à ces constats que nous avons engagé un partenariat avec l'ANRU il y a six ans. Ensemble, nous sommes convaincus que, pour réduire les écarts de santé entre les quartiers, il faut agir à la fois sur le système de soins, souvent défaillant, mais aussi sur toutes les dimensions urbaines, alimentation, exercice physique, sécurité, nuisances... Dans un premier temps, notre collaboration s'est concentrée sur la définition d'objectifs communs et le partage de méthodes. Avec la démarche "Quartiers Résilients", elle devrait entrer dans une phase plus opérationnelle, avec l'ambition d'améliorer la santé des habitants et l'image des quartiers pour convaincre les professionnels de santé de s'y installer. »



© Sylvie Dupic

ANNE-CLAIRE MIALOT

**DIRECTRICE
GÉNÉRALE DE L'ANRU**



QUELLE PLACE OCCUPENT LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DANS LA MISSION DE L'ANRU ?

L'ANRU a pour mission d'améliorer la vie des habitants dans les quartiers. Dans ce cadre, la question de la santé apparaît comme un sujet clé, au même titre que d'autres enjeux comme la cohésion sociale ou la réussite éducative. C'est aussi une problématique complexe à laquelle l'ANRU s'intéresse depuis le premier Programme National de Rénovation Urbaine. Mais notre approche évolue. Dans un premier temps, nous nous sommes concentrés sur le financement d'équipements structurants pour la réduction de l'inégalité de l'accès aux soins. Aujourd'hui, avec le NPNRU, nous développons une démarche plus globale, qui vise notamment à promouvoir un urbanisme favorable à la santé susceptible de prendre en compte l'ensemble des enjeux de santé environnementale dans les projets de renouvellement urbain.

SI L'URBANISME PEUT ÊTRE FAVORABLE À LA SANTÉ, PENSEZ-VOUS QUE LA SANTÉ PEUT À SON TOUR ÊTRE FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DES QUARTIERS ?

Les retours des premières démarches déployées dans les territoires semblent effectivement indiquer que les efforts consacrés aux problématiques liées à la santé et au bien-être peuvent avoir un impact positif sur les dynamiques urbaines. Ainsi, il y a quelque temps j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec la maire de Nantes, Johanna Rolland, qui a témoigné des effets positifs de l'ouverture d'une maison de santé pluriprofessionnelle dans le quartier en renouvellement de Bellevue, non seulement en matière d'accès aux soins, mais aussi s'agissant de vivre-ensemble, pour le système éducatif et plus généralement dans la reconnexion du quartier avec le reste de la ville.

CONCRÈTEMENT, QUEL RÔLE JOUE ACTUELLEMENT L'ANRU SUR CES QUESTIONS-LÀ ?

L'ANRU intervient sur ses trois leviers d'actions habituels. Elle finance ainsi des équipements spécifiquement dédiés à l'accès aux soins ou dans la sphère médico-sociale. Elle soutient également l'innovation, à travers le dispositif ANRU+ et le PIA « Ville durable et solidaire » dont elle est l'opérateur. Enfin, nous nous attachons aussi à outiller les acteurs et à favoriser le transfert d'expériences, à travers

des conférences, des échanges que nous organisons, sans oublier le guide « Santé et bien-être dans les quartiers en renouvellement urbain ». Réalisé en 2021 en partenariat avec l'ARS Île-de-France, il présente une panoplie d'outils et de méthodes utiles pour sensibiliser les acteurs aux enjeux de santé et pour concevoir et mettre en œuvre des projets favorables à la santé.

QUELLES ÉVOLUTIONS ENVISAGEZ-VOUS DANS LES ANNÉES QUI VIENNENT ?

Pour le futur, nous avons souhaité intégrer cette question dans le cadre de la démarche « Quartiers Résilients » initiée à l'automne dernier. Notre objectif est de contribuer à faire émerger plusieurs projets adressant les différents enjeux de santé environnementale. Pour ce faire, nous n'avancerons pas seuls, ce qui serait impossible sur un sujet aussi complexe : nous avons déjà renouvelé notre collaboration avec l'ARS Île-de-France et nous envisageons de travailler davantage avec des acteurs comme les agences de l'eau, l'ADEME ou encore l'Agence nationale de la cohésion des territoires. ●

« Les efforts consacrés à la santé peuvent avoir un effet positif sur les dynamiques urbaines. »



À PAU

Des logements adaptés pour « bien vieillir »

À l'été dernier, les habitants du quartier Saragosse à Pau ont redécouvert la tour des Fleurs. Construit en 1960, ce bâtiment de 72 logements a bénéficié d'importants travaux de réhabilitation intérieure et extérieure : réfection de la toiture, isolation thermique, création de nouveaux balcons plus larges, remplacement des menuiseries, rénovation des parties communes, réaménagement du parvis et du parking, végétalisation des abords... Mais la transformation sans doute la plus symbolique de cette opé-

ration est invisible aux yeux des passants. Elle concerne l'aménagement d'une douzaine de logements aux besoins de locataires séniors en perte d'autonomie ou de personnes en situation de handicap. Les travaux ont été concentrés sur la cuisine et la salle de bains, avec l'installation d'une douche adaptée, la création d'un passe-plat équipé d'un dinatoire pour limiter les déplacements de la cuisine au salon, la pose de volets électriques, la mise en place d'une porte à galandage pour faciliter la circulation en fauteuil roulant... En outre, le bâtiment abrite également le Point Relais,

l'agence de proximité des locataires du quartier, animée par une équipe de 13 personnes présentes au quotidien pour répondre aux besoins des locataires. Cette nouvelle tour des Fleurs est la première illustration concrète de la démarche « Bien vieillir » mise en place par la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées. Une stratégie qui prend un relief particulier dans le quartier Saragosse où près de 15 % de la population est âgée de plus de 75 ans.



À NANTES

Une maison pour devenir acteur de sa santé...

Ville-santé de l'OMS depuis vingt ans, la ville de Nantes développe des politiques de promotion de la santé et de la qualité de vie urbaine ambitieuses, formalisées par un contrat local de santé qui l'associe à l'ARS Pays de la Loire en compagnie de Nantes Métropole. Il y a quelques années, la Ville a bénéficié du financement de l'ANRU pour la réalisation d'une étude d'Évaluation d'impact sur la santé (EIS) consacrée au NPNRU du Grand Bellevue. Appuyée sur un groupe associant professionnels de santé, habitants et institutions impliquées dans le contrat local de santé, cette étude a rapidement orienté les décideurs vers un projet de maison de santé pluriprofessionnelle, qui a vu le jour en 2022, dans un quartier marqué à la

fois par une surmortalité liée aux cancers, à l'obésité et au tabac, et par une démographie médicale deux fois moins dense que dans le reste de l'agglomération. D'une superficie de 900 m², l'établissement accueille près de 17 professionnels : médecins généralistes, infirmiers, dentistes, orthophonistes, sages-femmes, kinésithérapeutes... Tous travaillent en étroite collaboration mais aussi en lien avec les acteurs et associations du quartier, autour de différents axes de prévention et de promotion de la santé, en particulier l'alimentation et l'activité physique. Loin d'être un « simple » lieu de soins, la Maison de santé pluriprofessionnelle de Nantes se positionne ainsi comme un lieu de ressources qui permet aux 20 000 habitants du quartier de devenir acteurs de leur propre santé.

À MIRAMAS

Un projet à 360°

À Miramas, un projet d'urbanisme favorable à la santé a été lancé en 2016 dans le quartier La Maille-Le Mercure, en articulation avec une démarche ÉcoQuartier. Doté d'un budget de 170 millions d'euros, dont 34 financés par l'ANRU et planifié sur dix ans, il vise à amplifier l'impact de la rénovation urbaine sur la santé en prenant en considération la définition qu'en donne l'OMS : « Un état complet de bien-être physique, mental et social. » Une équipe pluridisciplinaire a été constituée pour cette réflexion, impliquant le service politique de la ville, l'équipe projet de la rénovation urbaine et un cabinet spécialisé en sociologie urbaine. Les grands déterminants de santé propres au quartier ont été identifiés : activité physique et alimentation, qualité de l'air intérieur comme extérieur, cohésion sociale, accès aux soins et aux services sociaux. Des fiches pratiques d'actions concrètes ont été élaborées pour les différents acteurs du projet afin qu'ils prennent conscience de leur capacité à agir sur les facteurs de santé et intègrent ces recommandations dans leurs programmes et interventions. Elles portent par exemple sur la lutte contre le bruit, la maîtrise de la densité - facteur de stress reconnu - ou encore la végétalisation des pieds d'immeuble et même des cages d'escalier pour inciter les habitants à ne pas prendre systématiquement l'ascenseur... Une charte « Agir pour un urbanisme, des aménagements, des bâtiments et des équipements favorables à la santé » a également été élaborée et annexée à la convention ANRU.



© Ville de Miramas



© Miriam Saad Eliaoui

À SAINT-DENIS

Un lieu de soins, de vie et de « care »

À Saint-Denis, le quartier Saussaie - Floréal - Courtille situé au nord-est de la ville est en pleine mutation avec un enjeu clair : désenclaver un territoire où vivent 6700 habitants en grande fragilité économique et sociale. L'un des temps forts du projet de renouvellement urbain a eu lieu en fin d'année dernière avec l'inauguration du pôle Petite Enfance et Santé baptisé « Marthe-Gautier ». Ce nouvel équipement à l'architecture colorée abrite trois espaces distincts : une maison de santé pluriprofessionnelle accueillant plusieurs praticiens libéraux, les nouveaux locaux de la Maison du petit enfant Chat perché, qui compte 30 berceaux, et un relais petite enfance qui accompagne les assistants maternels et autres gardes à domicile dans leurs pratiques. En lien avec les partenaires santé de la Ville, le pôle Marthe-Gautier a également vocation à épauler les campagnes de prévention sur l'obésité ou encore sur le bon usage du biberon. En outre, parents, enfants et professionnels pourront s'y retrouver et échanger. Les abords de ce lieu de soins, de vie et de « care » n'ont pas été oubliés puisque Plaine Commune et la Ville élaborent actuellement l'aménagement d'un espace paysager comportant des jeux dédiés aux tout-petits en lien avec l'activité du pôle.

LE MÉE-SUR-SEINE

COMMENT LA CRÉATION D'UN PÔLE DE SANTÉ A FACILITÉ LA VIE DES HABITANTS

Reportage : © Sylvie Dupic



Une création qui a du sens

**MANUELA PONSOT,
SECRÉTAIRE MÉDICALE**

Il y avait un vrai problème d'accès aux soins dans le quartier, avec des personnes qui ne se soignaient pas ou mal. La création de ce pôle pluridisciplinaire avait tout son sens et maintenant que le laboratoire d'analyses s'y est installé, en janvier dernier, c'est une aubaine pour les patients ! Ils peuvent tout faire au même endroit, avoir leurs résultats dans la journée et s'y rendre à pied, pour la plupart. Ça facilite la prise en charge des habitants de manière globale. Je connais très bien les usagers du pôle, je suis la première personne qu'ils contactent et voient en entrant. En moyenne, je reçois 1500 appels par jour, notamment parce qu'on propose des créneaux d'urgence. C'est très pratique, ça permet d'offrir un accès rapide à des soins. Depuis peu, nous avons mis en place une application pour faciliter la prise de rendez-vous sur Internet, c'est un bonheur !



La téléconsultation pour réduire les délais d'attente

**KELLY ALEXANDRE,
ORTHOPTISTE**

Je travaille en tant qu'orthoptiste pour TOM, qui est un dispositif de téléconsultation en ophtalmologie mis en place il y a quatre ans et installé depuis peu au pôle de santé Hippocrate. Le projet initial de TOM, pour Télé Ophtalmologie Mobile, était de faire circuler de village en village un camion qui possède tous les appareils nécessaires à une consultation, afin de remédier aux déserts médicaux. Nous continuons de le faire en parallèle de nos présences dans des maisons de santé. Je suis au Mée-sur-Seine une fois par semaine et j'essaie de traiter 25 patients par jour. Le principe de la téléconsultation est simple, je fais tous les examens à la place du médecin, je lui transmets les informations issues des examens en temps réel et à la fin les patients s'entretiennent avec le médecin ophtalmologue et reçoivent leur prescription médicale. Ici, on est aussi bien équipés qu'un cabinet, et notre système permet de réduire drastiquement les délais d'attente pour avoir un rendez-vous. Nous passons de près de 9 mois d'attente à 15 jours au maximum.



Des ateliers de prévention pour tous les habitants

**MAXIME REGNIER,
DIÉTÉCIEN**

En tant qu'un des rares diététiciens du quartier, je fais des consultations individuelles et j'organise des ateliers d'information et de prévention, souvent avec une psychologue. Nous les animons au sein du pôle de santé qui nous met à disposition une grande salle. Ils sont ouverts à tous les habitants du quartier, et totalement gratuits. Majoritairement, ce sont nos patients qui souffrent de diabète, de troubles du comportement alimentaire ou encore d'obésité qui viennent, car ce sont les sujets que l'on traite lors de ces ateliers. L'objectif est de leur offrir un espace où ils peuvent échanger librement sur leurs expériences, les problématiques qu'ils rencontrent mais aussi leur apporter des outils et les sensibiliser. L'avantage d'être dans un lieu qui regroupe différents professionnels de santé, c'est que les patients sont pris en charge de façon globale et peuvent être facilement orientés vers les autres praticiens. Le pôle a une situation centrale dans le quartier, ce qui permet aux habitants d'avoir un accès rapide à des soins de qualité.

Situé à proximité de la gare, le quartier des Courtillelaies du Mée-sur-Seine a connu une transformation urbaine dans le cadre du PNRU. Parmi les nombreux équipements publics désormais à disposition des habitants, le pôle de santé Hippocrate a ouvert ses portes en 2016. Parole aux concernés.



Prendre en charge les enfants en situation de handicap

**SOPHIE FAUX,
USAGÈRE DU PÔLE DE SANTÉ**

Je me suis installée au Mée-sur-Seine en 2016. À l'époque, ça n'a pas été compliqué de trouver des praticiens dans le quartier, notamment grâce à la création du pôle de santé. Mes trois enfants, étant en situation de handicap, sont suivis par plusieurs professionnels de santé du pôle, dont les éducatrices spécialisées, la psychomotricienne, l'orthophoniste, le kinésithérapeute, mais aussi notre médecin généraliste. Quand on a des enfants porteurs de handicap, avoir un lieu qui regroupe tout au sein du quartier, à cinq minutes de chez soi, ça facilite la vie ! Sans ce pôle de santé, j'aurais dû courir partout pour pouvoir faire correctement le suivi médical de mes enfants. Surtout pour mon plus grand qui est autiste, donc n'est pas scolarisé à 100 %, et qui nécessite un suivi important. Les éducatrices prennent en charge son handicap et travaillent avec lui sur ses frustrations lors des séances que nous essayons de mettre pendant les heures où les autres sont à l'école. Les professionnels qui le suivent sont très bien et si je suis amenée à déménager, je prendrai évidemment en compte l'accès à la santé dans le quartier.



Un exemple à suivre pour les quartiers prioritaires

**CLAUDIA RIGOLET,
USAGÈRE DU PÔLE DE SANTÉ**

Je suis habitante du Mée-sur-Seine depuis 2007, donc j'ai vu le centre se créer au fil des mois. Quand mon médecin généraliste, basé à Melun, est parti à la retraite, c'est Madame Akherraz qui a repris certains de ses patients, dont moi. J'ai pu décider qu'elle soit mon médecin traitant, car j'ai aimé le premier contact, l'approche qu'elle a eue. Aussi, au niveau du pôle nous sommes bien reçus. Cette création, dans un quartier comme le nôtre, a été une belle opportunité pour tous les habitants, car nous n'avons plus besoin de parcourir des kilomètres pour nous faire soigner. Pour ma part, je n'ai qu'à faire dix minutes de bus pour venir, c'est très pratique, et puis il y a tous les corps de métiers au même endroit. Je pense notamment aux ostéopathes qui m'ont été très utiles pour mes problèmes au niveau des jambes et, plus récemment, l'ouverture du laboratoire d'analyses. Toute ma famille se fait soigner ici. Le pôle se développe et fait des efforts, notamment au niveau des temps d'attente pour avoir un rendez-vous, et de la formation d'internes.



Proposer une offre de soins pluridisciplinaire

**MALIKA AKHERRAZ,
MÉDECIN GÉNÉRALISTE**

Je suis arrivée quasiment à l'ouverture de la maison de santé en 2016. Aujourd'hui, nous sommes quatre médecins généralistes, dont deux récemment installés qui ont pu prendre de nouveaux patients sans médecin traitant depuis plusieurs années. Ça a été une belle bouffée d'oxygène. De mon côté, j'ai 1700 patients déclarés, sans compter ceux dont je ne suis pas le médecin traitant. Nous avons également deux internes en médecine qui font leurs propres consultations dans leurs cabinets, notamment celles d'urgences de ville prises le jour même. La création de ce pôle a forcément une importance, ne serait-ce que par notre proximité et puis par la diversité de l'offre de soins qui s'est enrichie au fil des ans. Nos patients peuvent faire beaucoup de choses ici, notamment le suivi de grossesse ainsi que les échographies réalisées par la sage-femme du pôle. Nous ressentons une réelle satisfaction de notre patientèle même si nous ne pouvons pas répondre à toute la demande. S'il y avait une chose à repenser dans la construction de ce lieu, c'est l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et aux parents avec poussette.

QUARTIERS RÉSILIENTS : DÉCOUVREZ LES 25 PREMIERS SITES SÉLECTIONNÉS



© studiofly

Déployée début 2023, la démarche « Quartiers Résilients » porte l'ambition d'aller encore plus loin sur les enjeux liés à la transformation du cadre de vie, au développement local et à la cohésion sociale. Concrètement, il s'agit de renforcer l'impact des opérations de renouvellement urbain entreprises dans le cadre du NPNRU en matière d'adaptation aux crises multiples, et d'atténuer les vulnérabilités des QPV et de leurs habitants. Pour ce faire, plus de 250 millions d'euros ont été mobilisés par l'ANRU et ses partenaires (Action Logement, USH, CDC, ANCT, ADEME, ANAH...).

Un accompagnement renforcé pour 50 quartiers

453 quartiers prioritaires de la politique de la ville sont concernés par

le dispositif d'accompagnement et d'animation de la démarche « Quartiers Résilients ». Au programme : webinaires thématiques, catalogue de ressources mobilisables, journée nationale annuelle... Dix événements ont déjà eu lieu dans plusieurs villes de France. Un accompagnement renforcé sera proposé à 50 quartiers. Les 25 premiers ont été identifiés et annoncés par les acteurs de terrain, les collectivités et l'ANRU. Ces quartiers bénéficieront d'un appui en expertise par les équipes de l'ANRU et de ses partenaires, comme des missions d'ingénierie afin d'établir un diagnostic affiné de vulnérabilité du quartier et la formulation de préconisations opérationnelles. Des subventions d'ingénierie, de dépenses de personnel et d'investissements pourront également être attribuées.

« Quartiers Résilients est une réponse partenariale forte pour une transformation de la ville plus ambitieuse et adaptée aux défis de notre temps. »

**CATHERINE VAUTRIN,
PRÉSIDENTE DE L'ANRU.**



LA RÉSILIENCE EN CHIFFRES

PLUS DE **250**
MILLIONS D'EUROS
dédiés à la démarche
« Quartiers Résilients ».



D'une étiquette D en moyenne pour les logements traités dans le NPNRU (construction années 1960), ON PASSE À UNE ÉTIQUETTE A (logements neufs), et approximativement B (logements rénovés BBC) ou C (logements rénovés HPE).

786
ÉQUIPEMENTS
favorisant la cohésion sociale : locaux associatifs, tiers-lieux, crèches ou encore centres de santé...

328
ÉQUIPEMENTS
à vocation économique déjà construits : cités artisanales, centres commerciaux de proximité, tiers-lieux...

80 %
À **100 %**
DES MÉNAGES
concernés par les opérations ANRU sortent de la précarité énergétique.

Liste des 25 premiers sites sélectionnés

- Le quartier **Minguettes-Clochettes** situé à cheval sur les communes de **Vénissieux et Saint-Fons**
- Le quartier la **Petite Hollande à Montbéliard**
- Le quartier **Bois du Château à Lorient**
- Le quartier **Sanitas à Tours**
- Le quartier **Croix-Rouge à Reims**
- Le quartier **Neuhof-Meinau à Strasbourg**
- Le quartier **Europe à Saint-Quentin**
- Le quartier intercommunal **Sous-Le Bois Montplaisir Rue d'Hautmont** situé sur les communes de **Maubeuge, Hautmont, Louvroil et Neuf-Mesnil**
- Le quartier **Centre** dans les communes de **Denain, Douchy-les-Mines et Louches**
- Le quartier de **La Bourgogne à Tourcoing**
- Le quartier **Les Hauts de Creil à Creil**
- Le quartier **Val Fourré à Mantes-la-Jolie**
- Les **Tarterêts à Corbeil-Essonnes**
- Le quartier du **Franc-Moisin à Saint-Denis**
- Le quartier **Dame Blanche Nord à Garges-lès-Gonnesse**
- Le quartier **Centre-Ville à Val-de-Reuil**
- Le quartier **Les-Hauts-de-Rouen à Rouen**
- Les quartiers **Benaige, Henri Sellier et Léo Lagrange à Bordeaux et Cenon**
- Les quartiers **Pissevin et Valdegour à Nîmes**
- Le quartier **Grand Mirail à Toulouse**
- Le quartier **Centre Ancien à Perpignan**
- Les différents quartiers prioritaires de **Nantes Métropole**
- Les différents quartiers prioritaires de la **Métropole Nice Côte d'Azur**
- Les quartiers **Monclar, Champfleury, Rocade, Sud Barbière et Croix Des Oiseaux à Avignon**
- Les quartiers **Ouest de Fort-de-France en Martinique**

FOCUS

Les 3 piliers de la résilience

CADRE DE VIE : aller vers des bâtiments sobres en ressources (énergie, eau, matériaux), des aménagements adaptés au changement climatique, prioriser la renaturation et les systèmes d'autoproduction énergétique permettant la sortie des énergies fossiles...

DÉVELOPPEMENT LOCAL : favoriser les filières économiques locales, alimentaires et les circuits courts...

COHÉSION SOCIALE : mettre en place des dispositifs en faveur de la santé et de l'habitat, créer des équipements publics et des aménagements favorisant la cohésion sociale et l'inclusion...

LILLE

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LES SECTEURS SUD



Imaginé par Rudy Ricciotti, le centre commercial Lillenum a ouvert ses portes à l'été 2020. Plus de 12 millions d'euros ont été investis par l'ANRU.

Reportage : Citizen Press

Après un premier volet réussi à Lille Sud, la rénovation urbaine des quartiers prioritaires de la ville de Lille au sein de la Métropole européenne de Lille (MEL) se poursuit dans le cadre du NPNRU. Objectifs : désenclaver, recréer du lien social et rendre plus attractifs la Pointe des Bois-Blancs, les quartiers anciens et Concorde au Faubourg de Béthune.

À proximité de la porte d'Arras, un espace végétalisé de 5 hectares invite à la déambulation. Le parc du Grand-Sud constitue un symbole de la transformation de Lille-Sud, entamée au début des années 2000 dans le cadre du PNRU, où plus de 2000 logements neufs ont été créés et près de 1700 logements transformés. Des équipements publics ont été intégrés autour de cette promenade : le groupe scolaire Malot-Painlevé, deux centres sociaux, la piscine Plein Sud et un établissement culturel associatif. Aux abords du périphérique, le centre commercial et tertiaire Lillenum a ouvert ses portes à l'été 2020. Imaginé par l'architecte Rudy

Ricciotti, ce mastodonte de 56 000 m² modifie en profondeur la dynamique du quartier. L'ANRU a investi plus de 12 millions, via son fonds de co-investissement, dans cette galerie commerciale destinée à relancer l'économie locale. L'arrivée imminente du tramway et de la gare TER renforceront la connexion à ce nouveau hub. Fin 2023, la cité administrative sortira de terre. « Ce secteur souffrait d'une mauvaise image liée à l'insécurité, rappelle Estelle Rodes, élue en charge de la rénovation urbaine. *Aujourd'hui, une nouvelle polarité s'est créée autour de Lille-Sud.* »

Concorde, un quartier à impact positif sur la santé

Fin 2021, la seconde phase du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) a entériné la poursuite de la rénovation, pour un montant de plus de 400 millions d'euros. L'ANRU y contribue à hauteur de 24 %. Parmi les secteurs prioritaires, Concorde au Faubourg de Béthune, où l'ambition est de faire un quartier à impact positif sur la santé. 1500 logements vont y être reconstruits aux normes énergétiques en vigueur. « Ce patrimoine a souffert, des familles ont vécu en suroccupation dans de très petits espaces.



+ Poursuivez la visite en vidéo & découvrez tous nos reportages sur anru.fr/nosproductions



Le parc du Grand-Sud est un symbole de la transformation urbaine de Lille Sud.



Dans le cadre du NPNRU, une ancienne friche a été transformée en ferme urbaine.

Nous sommes parfois confrontés à de la méfiance quand il s'agit de relogement», explique Estelle Rodes. « Nous faisons du porte-à-porte pour écouter les locataires et les rassurer afin qu'ils se projettent dans leur nouveau quartier », complète Mahmoud Bentouti, en charge du cadre de vie au sein de Lille Métropole Habitat. Derrière une butte accolée au périphérique, une friche a été transformée en ferme urbaine. « La municipalité voulait intégrer un projet d'agriculture urbaine. Nous sommes situés à deux pas des habitations, alors la ferme s'est vite intégrée dans la rénovation globale du quartier », retrace Bertrand Arnoux, coordinateur de la Ferme urbaine de la Concorde. Ce lieu est devenu un chantier d'insertion professionnelle : dix habitants du secteur en situation de précarité y ont trouvé un tremplin vers l'emploi. Tandis que salades et fenouils s'épanouissent en pleine terre, en fond sonore règne le va-et-vient des automobiles. Pour réduire ces nuisances, une colline antibruit sera bientôt érigée. Un projet lauréat du Programme d'investissement d'avenir (PIA) « Ville durable et solidaire ».

Quelques mètres plus loin, le nouveau square enchante Saida Benamara, ancienne habitante qui a vécu les mutations de Concorde : « Les bancs, les fleurs, tout cela n'existait pas. Aujourd'hui, les voisins ont retrouvé l'envie de se rencontrer pour discuter. » Car urbanisme et bien vivre ensemble sont étroitement corrélés. À Moulines, un bleu franc illumine les façades de la place Jacques-Febrero. Un design incitatif destiné à rendre visible ce lieu de rencontre pour encourager une réappropriation de l'espace public. Wazemmes, quartier ancien de Lille, vit aussi au rythme des chantiers urbains. Partout dans la MEL, chaque opération menée respecte la règle des « trois tiers bâtis » (logements sociaux, en accession aidée et privés). Objectif : favoriser la mixité sociale. ●

« Ramener un petit cœur de nature dans le quartier. »



BERTRAND ARNOUX, COORDINATEUR ET ENCADRANT TECHNIQUE DE LA FERME URBAINE DE LA CONCORDE

« Le but de la Ferme urbaine, c'est de créer un lien durable avec les habitants de la Concorde. Nous voulons ramener un petit cœur de nature dans le quartier, et proposer des produits frais, sains, de saison, à moindre coût. »

« Les habitants ont redécouvert leur quartier. »



ESTELLE RODES, ÉLUE EN CHARGE DE LA RÉNOVATION URBAINE DE LA VILLE

« Lille-Sud a changé de visage. Les habitants redécouvrent leur quartier. Le retour des commerces de proximité et la rénovation des logements sociaux et privés favorisent l'implantation durable des familles, et l'accession à la propriété. »



Un bleu franc illumine les façades de la place Jacques-Febrero à Moulines.

SAINT-PIERRE

DES QUARTIERS PLUS DURABLES POUR AMÉLIORER LE CADRE DE VIE



L'ANRU accompagne la transformation des quartiers prioritaires dans les départements ultramarins dans le cadre du NPNRU, au même titre que ceux de France métropolitaine. C'est le cas de la commune de Saint-Pierre, sur l'île de La Réunion. Découvrez l'action de l'Agence dans les quartiers de la Ravine Blanche et de Bois d'Olives.



+ Poursuivez la visite en vidéo & découvrez tous nos reportages sur anru.fr/nosproductions

Sur le flanc ouest, la Ravine Blanche est le quartier le plus dense de Saint-Pierre. Conçu comme une périphérie d'habitat social dans les années 1960, ce secteur n'a jamais été intégré au reste de la ville. Au fil du temps, le bâti s'est dégradé, favorisant l'exclusion et la précarité. Depuis 2011, un projet de rénovation urbaine vise à intégrer la Ravine Blanche dans la trame urbaine et à favoriser la mixité. Axe majeur : la diversification, avec la construction de 175 logements en accès à la propriété. La délimitation entre espace public et emprises privées favorise un retour à la sécurité. « Il était dur de vivre ici à cause de la

délinquance. Depuis la rénovation, le quartier est devenu plus paisible et je m'y sens bien », atteste Charlène Virin, habitante et vice-présidente d'Ansam Pou Nout Tout. Créée en 2019, cette association entend retisser le lien entre générations, en organisant des activités sportives, culturelles ou des ateliers ramassage de déchets. « Le parc est devenu un point de rassemblement pour les associations et les communautés », précise-t-elle. Car ce parc urbain constitue une des réalisations emblématiques du NPNRU. Deux hectares avec un corridor écologique de végétaux endémiques, dont profitent les enfants de la nouvelle école Jean-Jaurès, implantée à deux pas. Dans une démarche écologique, quatre bassins de rétention avec des noues d'infiltration assurent une gestion vertueuse des eaux pluviales. À cet égard, le quartier fait figure de pionnier dans la prise en compte de l'environnement dans la politique de la ville. En 2013, la Ravine Blanche a obtenu le label ÉcoQuartier. « Les habitants s'unissent

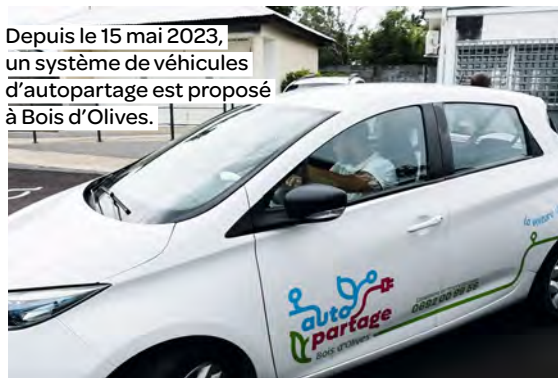
autour de ce projet, peu importe leur différence sociale ou culturelle. Cet écoquartier a permis de retrouver un mieux vivre-ensemble », se félicite Héléna Araye, élue en charge de la lutte contre les exclusions et l'habitat indigne.

Montrer l'exemple en matière de transition écologique

Au nord-ouest, le quartier de Bois d'Olives est en pleine évolution grâce au Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) porté par l'ANRU dans le cadre du NPNRU. 87 foyers ont ainsi bénéficié de l'installation de systèmes d'eau chaude sanitaire alimentés à l'énergie solaire. Cette transition verte a permis aux familles de réduire leur facture énergétique de 250 euros par an. « Il est toujours difficile de faire changer les habitudes, mais à force de discussions, les habitants ont adhéré au projet », témoigne Marie-Claire Guien, élue de quartier à Bois d'Olives. À l'avenir, une réhabilitation écologique, avec isolation thermique, mini-centrales photovoltaïques, aération et remplacement des équipements énergivores est envisagée pour 50 foyers. Dans le cadre du PIA « Ville durable et solidaire », des actions de coaching énergie et de sensibilisation ont été mises en place. « Je fais plus attention, je débranche les veilleuses, la télévision, le modem de mon ordinateur et j'évite d'allumer partout », assure Marie-Eva Brizot, qui a vécu toute sa vie à Bois d'Olives. Autre innovation notable dans les foyers : les eaux ménagères seront récupérées pour alimenter les chasses d'eau et irriguer les espaces verts. Inaugurés en 2017, les jardins partagés poursuivent un objectif : favoriser une alimentation saine. Les associations locales cultivent les parcelles. Pour réduire les émissions de polluants, des vélos électriques en location et quelques cycles en libre-service ont été mis à la disposition des habitants. Et depuis le 15 mai 2023, un système de deux véhicules en autopartage est proposé. « La ville souhaite développer le maillage des pistes cyclables. D'ici quelques années, deux pistes structurantes traverseront le quartier », conclut l'élue. ●



Le quartier Bois d'Olives est en pleine reconfiguration dans le cadre du NPNRU.



Depuis le 15 mai 2023, un système de véhicules d'autopartage est proposé à Bois d'Olives.



L'école Jean-Jaurès dans le quartier de la Ravine Blanche.



175 logements ont été construits dans le quartier de la Ravine Blanche.

TÉMOIGNAGE

« Nous aurons bientôt un jardin pédagogique. »



MARIE-CLAIRE GUIEN, ELUE DE QUARTIER À BOIS D'OLIVES ET ADJOINTE AU MAIRE

« L'association Jades propose le développement d'un jardin d'insertion et fait bénéficier d'opportunités d'emploi dans l'aménagement et l'entretien des espaces verts. Nous aurons bientôt un jardin pédagogique avec un jardinier itinérant. Tout cela n'aurait pas été possible sans le soutien de l'ANRU. »



Ékoué Labitey



Par la culture on peut faire de la politique et apporter des réponses



Ékoué Labitey, rappeur du groupe français La Rumeur et producteur de films, se décrit comme un narrateur de l'urbain et du quotidien. Des mots à l'image, interview d'un artiste aux multiples facettes. Rencontre.

« Filmer des gens qui ne sont pas présents dans les films habituellement, ceux qu'on n'a pas envie de voir, ceux qu'on voit à travers un prisme qui ne nous convient pas. »

**ÉKOUÉ LABITEY,
RAPPEUR, AUTEUR, CINÉASTE**

VOUS ÊTES NÉ À VILLIERS-LE-BEL, AVEZ GRANDI À ÉLANCOURT (78), POUR ENFIN DÉMÉNAGER DANS LE XVIII^E ARRONDISSEMENT DE PARIS ET NE JAMAIS LE QUITTER. QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR CES TROIS LIEUX DE VIE ?

Ékoué Labitey : En effet, je suis né à Villiers-le-Bel dans le quartier du Puits-la-Marlière, principalement constitué de grands ensembles. Je n'y suis pas resté longtemps: mes parents ont déménagé à Élancourt, faisant alors partie de ce qu'on appelait les « villes nouvelles », aux habitats neufs, pensées pour améliorer les conditions de vie des habitants. J'y ai passé une enfance absolument merveilleuse! Il y avait une attraction évidente des artistes. J'ai pu assister à de nombreux concerts, puis ça s'est atténué avec l'émergence d'Internet. Bien que je n'y habite plus depuis près de trente ans, je trouve que ça reste une ville où il y a des opportunités et une volonté de conserver un cadre de vie agréable. À 18 ans, j'avais envie de voler de mes propres ailes et de faire des études en parallèle de ma carrière musicale. Je me suis donc retrouvé dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Pigalle, c'est l'ancrage de La Rumeur, nous y avons traîné et joué dans toutes les salles de concert.

VOUS AVEZ COFONDÉ CE GROUPE, LA RUMEUR, EN 1995. COMMENT VOUS ÊTES-VOUS LANCÉ DANS LA MUSIQUE ?

Ékoué Labitey : Cela remonte à l'été de mes 14 ans. C'était pendant la période où le tissu culturel de la ville d'Élancourt se dégradait, où les transports en commun pour aller à Paris étaient très coûteux, en bref, il n'y avait rien à faire. Mon besoin d'écrire est né de l'ennui. J'ai commencé, puis je n'ai plus lâché. On n'écrit jamais pour soi, on le fait avec les personnes qui sont avec nous, ça suscite des ambitions chez les uns et les autres. Et le groupe se crée. Aujourd'hui, il est composé de trois personnes : Philippe, Hamé et moi. Nous travaillons avec deux DJ.

VOUS ORGANISIEZ DES ATELIERS D'ÉCRITURE RAP DANS DIFFÉRENTES VILLES DE FRANCE. POUR-QUOI ?

Ékoué Labitey : Nous l'avons fait en parallèle de notre carrière musicale, pendant nos tournées, dans les infrastructures culturelles des villes. Nous étions le premier groupe de rap à le faire dans les années 2000. L'objectif était de confronter les jeunes à l'exigence de l'écriture, de leur apprendre à mieux décrire leurs ressentis, de les armer en



Le groupe La Rumeur en plein processus de création. De gauche à droite : Hamé, Philippe et Ékoué

quelque sorte. Il y avait aussi une dimension sociale. Par la culture, on peut faire de la politique et, surtout, apporter des réponses.

CONTINUEZ-VOUS À LE FAIRE ?

Ékoué Labitey : Plus maintenant. Notre démarche est au croisement de la musique et du cinéma indépendant, alors nous avons créé un dispositif qui s'appelle « Capitale risque ». À la clé, un festival est organisé pour valoriser des talents de tout âge. Nous sélectionnons cinq projets de films plus ou moins aboutis, et nous proposons des formations ainsi qu'une mise en relation avec le monde du cinéma. Le festival permet de projeter les films retenus et de leur donner un peu de visibilité.

EN EFFET, LA RUMEUR N'EST PLUS SEULEMENT UN GROUPE DE RAP, C'EST AUSSI UNE SOCIÉTÉ DE PRODUCTION. COMMENT S'EST OPÉRÉ CE CHANGEMENT ?

Ékoué Labitey : La Rumeur, c'est un collectif qui tend à se diversifier. Aujourd'hui, nous sommes l'un des rares groupes issus de la culture hip-hop à être aussi producteurs et réalisateurs. Nous avons construit une identité forte avec la musique, puis apporté une approche singulière avec nos clips autoproduits. Notre première fiction, *De l'encre*, a été diffusée par Canal+ en 2011. Ça nous a naturellement dirigés dans ce monde extrêmement sélectif qu'est le cinéma. Ensuite, nous avons fondé notre société de production, La Rumeur filme, en 2014. Le vrai coup de projecteur a été le film avec Reda Kateb, *Les Derniers Parisiens*, sorti trois ans plus tard. Ce long métrage nous a affirmés en tant que cinéastes.

VOUS ÊTES ACTUELLEMENT EN TRAIN DE PRÉPARER VOTRE PROCHAIN FILM, RUE DES DAMES. DE QUOI VA-T-IL PARLER ?

Ékoué Labitey : C'est l'histoire d'une fille enceinte issue d'un environnement social pauvre qui travaille dans un salon de manucure et fait du détournement de clientèle. Elle amène ses clientes dans des soirées de footballeurs et prend « une petite pièce » au passage.

D'OÙ VIENT VOTRE INSPIRATION ?

Ékoué Labitey : De ce qu'on observe tous les jours. Quand on fait un film, ça part d'un mouvement instantané. Notre ADN, c'est filmer au ras du quotidien. Filmer des gens qui ne sont pas présents dans les films habituellement, ceux qu'on n'a pas envie de voir, ceux qu'on voit à travers un prisme qui ne nous convient pas. Ce sont aussi les héros anonymes du quotidien. Quand un réalisateur prend ce parti, le résultat est une zone grise : ce n'est pas une dualité gentil/méchant, tout noir/tout blanc ; la réalité des gens est plus complexe. C'est cela que nous voulons transmettre au public.

QUELS CONSEILS DONNERIEZ-VOUS AUX JEUNES QUI VEULENT SE LANCER DANS LA MUSIQUE OU LE CINÉMA ?

Ékoué Labitey : Il n'y a pas de parcours facile. Ceux qui font la différence, ce sont ceux qui montrent qu'ils travaillent trois à quatre fois plus que la moyenne. Le public sent quand vous avez mis en œuvre beaucoup de choses et consacré des milliers d'heures de travail à votre projet. Je ne me sens pas autodidacte. J'ai appris, je me suis formé, et j'ai obtenu ce que j'ai pu. J'aimerais inciter ceux qui peuvent changer les choses à faire en sorte de créer les conditions pour permettre à tous d'accéder à la culture, car ça génère des vocations. Personnellement, c'est le rap qui m'a conduit à Sciences Po. ●

Bio

2002
Premier album de la Rumeur, *L'Ombre sur la mesure*

2011
Réalisation du téléfilm, *De l'encre*, diffusé sur Canal+

2017
Réalisation du film, *Les Derniers Parisiens*, diffusé au cinéma

À venir...

16 JUIN 2023
Sortie de leur prochain album

RENTÉE 2023
Sortie de leur prochain film, *Rue des Dames*, au cinéma

2 DÉCEMBRE 2023
Concert à La Cigale, à Paris

CHRISTIAN MASSON

Le colibri de l'Ariane

Chaque trimestre, *En Villes* met à l'honneur un habitant impliqué dans la vie des quartiers populaires. Dans ce numéro, rencontre avec **Christian Masson, membre du conseil citoyen et des groupes d'habitants du quartier de l'Ariane à Nice.**

Je fais ma part, j'essaie toujours d'en faire plus, de donner l'exemple et puis de partager. Je suis un colibri », déclare Christian Masson, habitant du quartier de l'Ariane en cours de transformation dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain porté par l'ANRU. Ce septuagénaire a toujours trouvé le temps de faire du bénévolat, que ce soit au sein de son quartier ou à l'échelle de la ville de Nice. D'abord, en parallèle de son travail à la poste et, depuis son passage à la retraite, à temps plein. Quand il ne lutte pas pour faire reculer le racisme avec l'association Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) dans laquelle il œuvre depuis 1977, il s'attelle à embellir et à rendre plus attrayant son quartier. « Je me suis investi dans le Groupe Habitant Ariane Propreté et le Groupe Cadre de Vie dès leur ouverture, il y a dix ans. Le but est de créer du lien avec les habitants, de mener des actions positives, de les informer de ce qui va être fait dans le quartier et surtout de recueillir leur parole », explique-t-il. Son action se matérialise par l'organisation d'actions collectives mensuelles en partenariat avec les associations locales et les collectivités territoriales. La dernière en date : une marche exploratoire sur le thème de la propreté regroupant habitants, élus et bailleurs sociaux afin d'identifier des solutions pour une meilleure gestion des déchets. Grâce à la mobilisation de la CLIS (commission locale d'information et de surveillance), dont faisait partie Christian Masson, l'ARS a réalisé une étude sur les risques de cancers dans la zone impactée par les rejets de l'usine d'incinération des déchets située à l'entrée du quartier. « Depuis, elle a été rénovée à plusieurs reprises afin d'être remise aux normes, et l'est encore », indique-t-il. ●

